

« RFI voix de la France ou voix de Kagame ? »

Pierre Péan

Noires fureurs, blancs menteurs : Rwanda 1990-1994

Fayard/Mille et une nuits, 2005.

Mission d'étude sur le Rwanda

Retranscription des journaux Afrique de RFI
1990 - 1994

Tome II

1^{er} janvier 1994 – 18 juillet 1994

Vanadis Feuille
Pierre-Edouard Deldique

Octobre 2006

- Journaux Afrique du 27 juin 94 (1994 JAF 0178)

744/ Afrique matin (1994 JAF 0178 A)

P = Assane Diop

T = Intenses combats hier et la nuit dernière à Kigali. L'Onu a suspendu ses opérations d'évacuation. Les blessés n'ont pas pu être déplacés par le CICR. Dans l'ouest du pays, l'opération militaro-humanitaire française Turquoise s'installe progressivement et rassure les populations.

P : Journée de déluge de fer et de feu hier à Kigali... Les belligérants se disputent la zone du mont Kigali... dernière place forte contrôlée par l'armée gouvernementale...

Itw du commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :

« Nous n'avons pas fait d'évacuation de civils. Nous espérons en faire aujourd'hui... »

(Q. de G. D. : Est-ce vous pouvez évaluer le nombre de civils qui sont bloqués derrière les lignes gouvernementales ?)

Non. Je ne saurais pas évaluer le nombre parce qu'il y a des gens qui sont dans des camps de réfugiés, il y a des gens qui sont sans doute cachés. Je ne saurais vous dire combien il y a de personnes qui sont bloquées soit d'un côté ou de l'autre. Il y en a plusieurs milliers, ça c'est certain. »

P : Alors que les affrontements s'intensifient à Kigali, les militaires français de l'opération Turquoise, épaulés par des troupes sénégalaises, ont multiplié hier leurs patrouilles dans plusieurs localités de l'ouest du Rwanda. Christophe Boisbouvier s'est rendu, a suivi hier, euh. Pardon. Hormis quelques relations tendues entre des miliciens hutus, l'accueil des populations, en particulier des réfugiés, est généralement enthousiaste. Donc notre envoyé spécial dans la zone d'opération Turquoise nous a fait parvenir ce reportage sur le périple d'une patrouille partie de Gisenyi, une ville rwandaise limitrophe de Goma.

Reportage de Christophe Boisbouvier de Kibuye :

« Une petite colonne franco-sénégalaise traverse la ville sans encombre. Au passage des jeeps françaises équipées de mitrailleuses 12,7, les militaires et les miliciens rwandais retirent leurs barrages. Certains font même bonjour de la main. Et sur le bord de la route, le long du majestueux lac Kivu, quelques habitants agitent un drapeau bleu-blanc-rouge. Il faut dire que pour un certain nombre de Hutus de la région, les Franco-sénégalais ne sont pas venus pour faire de l'humanitaire. Non. Pour ces personnes, ils sont d'abord là pour les aider face au FPR. »

Bernard Munyagisha (?), responsable local du parti au pouvoir, MRND :

Essayer de rétablir l'ordre.

(Q. de C. B. : Mais contre qui ils vont rétablir l'ordre ?)

Contre toute personne qui ne veut pas la paix.

(Q. de C. B. : C'est-à-dire ?)

C'est-à-dire les agresseurs, c'est tout.

(Q. de C. B. : Qui c'est les agresseurs ?)

Le FPR.

(Q. de C. B. : Donc pour vous, les Français viennent pour ça ?)

Ce n'est pas nécessairement pour ça mais aussi pour l'action humanitaire.

Christophe Boisbouvier :

Aucun signe de tension donc ce dimanche entre Franco-sénégalais et militaires rwandais. Après Gisenyi, la petite colonne franco-sénégalaise s'enfonce dans la montagne par une piste difficile quelquefois, direction Kibuye. Chaque village voit arriver ce convoi comme une attraction. Et s'il n'y avait les barrages de miliciens de loin en loin, on pourrait croire que la guerre est loin. Un villageois hutu, Egide, affirme que cela ne le choque pas de voir les Français venir sauver des réfugiés tutsis.

Egide :

Je suis d'accord. Il faut qui, tout le monde qui est menacé.

(Q. de C. B. : Aussi bien les Tutsi que les Hutu ?)

Oui, oui...

(Q. de C. B. : Il n'y a pas de différence ?)

Il n'y a pas de différence. »

P : La Belgique n'enverra pas d'hommes au Rwanda mais elle étudie un soutien à l'opération Turquoise, notamment en matière médicale... Ils sont maintenant quelques 300 militaires sénégalais à avoir rejoint l'opération Turquoise. L'action militaro-humanitaire française sera limitée dans le temps, pas plus de deux mois. C'est ce qu'a affirmé hier Nicolas Sarkozy, ministre du Budget et porte-parole du gouvernement français. Quant au Premier ministre, Edouard Balladur, il se réjouit que des vies humaines aient déjà été sauvées grâce à l'engagement des militaires français.

745/ Afrique midi (1994 JAF 0178 C) - 27 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Le CICR a réussi ce matin à évacuer 45 blessés de son hôpital à Kigali. Des blessés transportés en zone contrôlée par le FP. Un obus est tombé ce matin près de l'église de la Sainte Famille. Bilan : 5 morts et de nombreux blessés. Pendant ce temps, à l'ouest, les militaires français continuent à se déployer pour porter secours aux personnes menacées.

P : ...Pendant ce temps dans l'ouest du pays, dans la zone contrôlée par les forces gouvernementales, les militaires français continuent leurs opérations.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kibuye :

« Depuis hier soir, 40 soldats français sont basés à Kibuye, dans le centre ouest du pays. Mais aujourd'hui, ils commencent à rayonner tout autour par hélicoptère. Objectif : les camps de réfugiés chassés par la guerre comme à Kilinda et à Kivumu, à l'ouest de la ligne de front, et puis tous ces villages, où des incidents sporadiques sont signalés. Ici, une maison brûlée, là, une famille tutsie réfugiée. C'est un véritable travail de fourmi que commencent à faire les Français. Un travail exclusivement humanitaire, disent bien les officiers français. Sur place, le malentendu continue avec les miliciens hutus qui veulent croire que les Français sont venus pour les protéger face au FPR. A l'entrée de Kibuye, sur un barrage, on lit sur un petit panneau fraîchement peint : « Vive la coopération militaire franco-rwandaise, vive Mitterrand. » Mais l'état-major français, lui, ne veut rien entendre et n'entretient aucun contact avec les FAR ou les miliciens sur place. »

P : Et à l'état major des armées françaises à Paris, on indique que 1 300 militaires français au total seront à pied d'œuvre ce soir entre les deux bases arrières zaïroises de Goma et Bukavu. Depuis plusieurs jours, un certain nombre de responsables politiques affirment que le FPR a assoupli sa position vis-à-vis de cette intervention française. Ce matin encore, Alain Juppé affirmait que l'opposition des rebelles était en train de diminuer. Monique Mas vient de joindre le commandant Emmanuel Ndahiro, le porte-parole militaire du FPR. Elle lui a demandé si le Front avait assoupli sa position.

Itw d'Emmanuel Ndahiro, porte-parole militaire du FPR (Monique Mas) - (trad. en surimp. par Jean Diatta) :

« Pas du tout. Nous n'avons pas changé notre position à l'égard de l'intervention française. Nous y restons opposés étant donné le passé des Français. Ils ont été responsables des tueries au Rwanda et nous n'avons aucune raison de leur faire confiance. Comme vous le savez, ils n'ont jamais contribué à résoudre nos problèmes. Nous n'avons pas pu les empêcher de venir ici. Tout ce que disent les responsables du FPR, c'est que, si les Français limitent leur intervention à la frontière du Zaïre et à des actions humanitaires, alors ils ne se heurteront pas à nous. Nous lançons un avertissement aux Français. Le passé nous a appris qu'ils ne viennent pas pour sauver 8 000 personnes mais pour protéger les criminels qui ont tué plus de 500 000 personnes. »

P : Ces informations données aujourd'hui par le journal « Le Monde ». Le quotidien affirme que l'ancien commandant du GIGN, Paul Baril, détient la boîte noire de l'avion abattu avec à son bord le président Habyarimana. Selon le quotidien « Le Monde », cet ancien familier de la cellule de l'Élysée a également en sa possession

l'enregistrement des derniers contacts entre la tour de contrôle de l'aéroport de Kigali et l'équipage français du Falcon 50. L'ex-capitaine Baril, toujours selon « Le Monde », se dit prêt à remettre ces pièces à conviction à la disposition des instances internationales dès qu'une enquête sera ouverte, fin de citation.

746/ Afrique soir (1994 JAF 0178 D) - 27 juin 1994

P = Yves Rocle

T = L'opération Turquoise au Rwanda. Les militaires français effectuent maintenant des missions dans des villages reculés dans les montagnes. Ils sont allés même jusqu'à Gikongoro, à plus de 100 km de la frontière zaïroise. Par ailleurs, l'ancien capitaine Baril qui travaille pour la famille Habyarimana affirme détenir la boîte noire de l'avion du président rwandais.

P : Les militaires ont franchi un nouveau stade aujourd'hui. Ces derniers jours, ils ne s'étaient pas éloignés de plus d'une vingtaine de km de la frontière avec le Zaïre et ils étaient restés sur les axes principaux. Cet après-midi, une patrouille de parachutistes est allée jusqu'à Gikongoro, environ 120 km à l'intérieur du Rwanda. La ligne de front n'est qu'à une vingtaine de km. Les Français ont trouvé dans cette ville quelques 200 000 Hutu fuyant devant l'avancée du FPR. 40 000 d'entre eux sont regroupés dans un camp de huttes à 6 km à l'extérieur de la ville. Dans le même temps, une autre patrouille de militaires français a effectué sa première mission dans des villages de montagne, hors des grands axes, dans la région de Kibuye, près du lac Kivu. L'envoyé spécial de RFI Christophe Boisbouvier suivait cette mission.

Corr. de Christophe Boisbouvier de Kibuye :

« Quelques maisons de brique accrochées à une colline, c'est Nyarugati à une trentaine de km au sud de Kibuye. Dans ce village de 600 âmes, il n'y a plus de Tutsi depuis longtemps. Au moins 50 d'entre eux ont été tués début avril. Les enfants aussi. Le chef local de la police a cette phrase terrible : « Les enfants des complices sont des complices. » Les autres Tutsi, ceux qui ont réussi à échapper aux massacres, se seraient enfui dans les forêts environnantes. Et, si l'on ne croit les villageois, ils reviendraient la nuit pour chercher à manger. Ce qui est sûr, c'est qu'un jeune Hutu nous montre une énorme balafre au visage. « C'est un Tutsi qui m'a attaqué », dit-il. Ici, dans la montagne, loin des routes et des vallées, les Hutu semblent vivre dans la peur continuelle, la peur des Tutsi qui ont échappé à leur chasse à l'homme, la peur du FPR, là-bas vers l'est. La plupart des villageois ne se séparent pas de leur machette. L'un d'entre eux agitent la sienne frénétiquement et commence même une danse du sabre devant des militaires français médusés. En fait, les gens de Nyarugati ne savent pas très bien ce que les Français sont venus faire dans leur village du bout du monde. Et ils ne comprennent pas pourquoi les Blancs s'inquiètent du sort des Tutsi, qu'ils appellent eux tout simplement des malfaiteurs. »

P : L'opération humanitaire va pouvoir maintenant réellement commencée. Un avion chargé de quarante tonnes de vivres et de médicaments doit arriver à Goma demain matin... Les soldats devraient évacuer les membres d'une communauté religieuse qui en ont fait la demande... Il faut préciser, Ghislaine Dupont, que la capitaine Baril travaille pour la famille du président Habyarimana.

Pap. de Ghislaine Dupont :

«Embauché par la veuve du président Habyarimana pour mener une enquête sur l'attentat du 6 avril dernier, Paul Baril affirme s'être rendu deux fois au Rwanda et assure disposer aujourd'hui d'éléments importants qu'il promet de mettre à la disposition de la Justice dès qu'une enquête sera ouverte. L'ancien officier français qui ne fournit pas de preuves affirme que l'attentat a été commis par les rebelles du FPR, qui dit-il, avait mis au point un plan pour prendre le pouvoir à Kigali. Le capitaine Baril défend donc la thèse développée par la famille du président et par l'armée rwandaise... « Le Monde » note par exemple que les conditions de la mort des deux gendarmes français présents à Kigali ne sont toujours pas élucidées. Officiellement tués par des milices hutues ou la Garde présidentielle, ils résidaient pourtant dans une zone déjà contrôlée par le FPR. La nouvelle de leur mort connue de l'ambassadeur de France le 8 avril ne sera annoncée officiellement que trois jours plus tard. Leurs corps enterrés sommairement dans le jardin de leur villa seront découverts par les casques bleus le 13 avril. Quant aux trois Français membres de l'équipage de l'avion présidentiel qui ont péri dans l'attentat, le quotidien français révèle que, recrutés au titre de la coopération pour piloter l'avion, ils étaient salariés d'une entreprise de service et d'assistance privée... En tout cas, trois mois après les faits, l'énigme reste entière. »

P : Tout ce complique encore un peu plus avec cette dépêche de l'AFP qui m'arrive à l'instant. Les services d'entretien de Dassault Falcon Service qui assuraient la maintenance de l'avion présidentiel rwandais affirment n'avoir jamais vu d'enregistreur de conversation, à savoir la boîte noire, à l'intérieur de l'avion présidentiel. Ce soir, Alain Juppé, invité de nos confrères d'Europe 1, a affirmé que le gouvernement n'avait aucun contact avec l'ex-capitaine Baril et qu'il n'était donc pas du tout au courant de cette affaire de boîte noire.

Itw d'Alain Juppé, ministre français des affaires étrangères (Europe 1) :

« Je ne sais pas où se trouve la boîte noire. J'ai lu, comme vous, le journal « Le Monde » ce soir et j'ai donc découvert cette information... Le 7 avril, c'est-à-dire le lendemain, j'ai donné instruction au représentant permanent de la France auprès des Nations unies de demander qu'une enquête internationale soit lancée sur les circonstances de la mort du président Habyarimana. C'est donc à l'initiative de la France, pour que toute la lumière soit faite sur un événement qui a des conséquences considérables, on le voit depuis, c'est donc à notre initiative que le secrétaire général de l'Onu a été chargé par le Conseil de sécurité d'une enquête sur l'attentat. A aucun moment, le gouvernement français n'a été informé d'une initiative privée, prise pour

enquêter sur les circonstances de ce drame, ni évidemment des résultats d'une telle enquête. »

P : Plusieurs milliers de Tutsi ont manifesté aujourd'hui dans l'est du Rwanda pour protester contre l'intervention française. Depuis quelques jours, certaines voix faisaient état d'un certain assouplissement de la position du FPR. Apparemment, il n'en est rien.

Itw d'Emmanuel Ndahiro, porte-parole militaire du FPR (Monique Mas) - (trad. en surimp. par Henri Perilhou) :
Diffusée à midi

P : ...La Guinée Bissau se dit prête à envoyer des soldats au Rwanda. Enfin, le secrétariat général de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale apporte, dans un communiqué, son appui total à la mission française au Rwanda. Il appelle les Etats membres à envoyer des troupes et de l'aide alimentaire et médicale au Rwanda dans le cadre de cette opération Turquoise.

- Journaux Afrique du 28 juin 94 (1994 JAF 0179)

747/ Afrique matin (1994 JAF 0179 A)

P = Assane Diop

T = Plus de la moitié des effectifs de l'opération Turquoise au Rwanda est sur place. Les militaires français ont effectué hier des patrouilles éloignées vers l'intérieur du Rwanda. Après le Sénégal, la Guinée Bissau propose d'envoyer des troupes aux côtés de la France. Polémique autour de la boîte noire de l'avion du président Habyarimana, cet avion abattu le 6 avril dernier. Un ancien officier de la gendarmerie française affirme détenir cet objet.

P : 1 425 soldats, c'est le décompte donné lundi soir de l'opération Turquoise, l'opération militaro-humanitaire française au Rwanda, dont les effectifs finaux devraient être de 2 500 hommes. Des militaires qui sont déjà sur place, répartis dans deux camps en territoire zaïrois, ont patrouillé hier à 120 km à l'intérieur du Rwanda. Une patrouille de 12 hommes est allée jusqu'à 20 km des lignes du FPR, hostile à l'opération. La plupart des localités traversées dans cette zone montagneuse sont dépeuplées de leur population tutsie. Ceux qui ont pu échapper aux massacres ont déserté les villages pour s'abriter en lieu sûr. Reportage de notre envoyé spécial sur l'opération Turquoise Christophe Boisbouvier.

Reportage de Christophe Boisbouvier de Kibuye :

« Les enfants des complices sont aussi des complices ». C'est par cette phrase terrible qu'un petit policier local justifie le meurtre des Tutsi de son village, hommes, femmes, enfants, en avril dernier. Au moins 50 morts sur les 600 habitants de Nyarugati, c'est à une trentaine de kilomètres au sud de Kibuye, en pleine montagne. Quelques Tutsi ont survécu mais aujourd'hui, ils se cachent. Témoignage de l'instituteur du village.

Instituteur de Nyarugati :

Ici, il n'y a plus de Tutsi. Il n'y a plus de Tutsi dans notre village. Ils sont dans la forêt de l'autre côté à Kahurangi (?).

(Q. de C. B. : Alors ils ne reviennent jamais au village ?)

Ils viennent quelquefois pour chercher de quoi manger pendant la nuit. Quand ils viennent en attaquant, les autres aussi attaquent. Je crois bien que mardi passé, le 21, il y a eu un blessé avec une machette.

Christophe Boisbouvier :

Dans ce village éloigné des grandes routes, tout le monde a une machette à la main, prête à servir. On sent la peur, la haine. Visiblement, les Français n'étaient pas attendus. Et là, ils sont en terrain miné. »

P : Evacuation ce mardi du Rwanda vers Goma d'une quarantaine de religieuses par des militaires français. Ces femmes sont de plusieurs nationalités, rwandaise, américaine ou encore canadienne. Par ailleurs, un millier d'orphelins rwandais ont été évacués par le CICR du Rwanda vers la frontière du Burundi. Toujours dans la journée de ce mardi, le chef de la Minuar, le général Roméo Dallaire, devrait quitter Kigali pour rencontrer dans l'ouest du Rwanda le chef de l'opération Turquoise, le général Lafourcade. A l'appel du FPR, des Tutsi ont manifesté à Kayonga, à 50 km de Kigali, contre l'intervention française. Dans la capitale où se poursuivent les combats, un obus tiré par le FPR sur une église a fait 5 tués, affirment les Nations unies sur place. A Paris, le ministre de l'Industrie du gouvernement intérimaire rwandais nie toute responsabilité de son équipe dans les massacres. Les tueries de Tutsi ont été organisées spontanément par la population, a affirmé ce ministre. Il n'est pas question que les militaires français fassent de l'interposition, leur action est d'ordre humanitaire, a tenu à rappeler le Premier ministre, Edouard Balladur, interrogé sur la chaîne de télévision France 2. Quant à Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, il a indiqué que l'opération Turquoise doit servir, je cite, de déclencheur. Le relais devrait être ensuite pris par l'Onu, affirme le ministre français. Autre déclaration, celle de Michel Roussin, ministre de la Coopération. Arrivé hier à Libreville pour le sommet de la Zone Franc, il a insisté sur l'existence d'une solidarité des pays africains avec l'intervention française.

Itw de Michel Roussin de Libreville (Frédérique Jeunot) :

« Je crois que les pays africains se sont prononcés, du moins nos partenaires. Et tout le monde a fait part de son soutien à la France. Il n'y a pas d'autres manœuvres ou d'autres arrières pensées. Je crois que tout le monde s'est prononcé. Tous nos amis

ont soutenu la France. Je crois que c'était important et ce n'est pas l'objet de notre réunion. »

P : Signe tangible de cette solidarité des pays africains évoquée par Michel Roussin. Après le Sénégal, la Guinée Bissau vient de proposer d'envoyer un contingent aux côtés des Français au Rwanda. L'opération Turquoise continue de susciter des réactions dans la classe politique française. Philippe Seguin, président du Parlement, estime que c'est l'honneur de la France d'être allé au Rwanda. Quant au PCF, il réaffirme son opposition à l'opération, se fondant sur l'attitude la France qui a contribué à armer et à entraîner le régime rwandais, fin de citation. A Paris, le capitaine Paul Baril, un ancien officier de la gendarmerie, passé dans la prestation de service sécuritaire en Afrique, affirme être en possession de la boîte noire de l'avion du président Habyarimana... Paul Baril, mandaté par la veuve du chef de l'Etat défunt, s'est rendu au Rwanda à deux reprises depuis le 6 avril dernier pour mener son enquête. Il en a rapporté ce qu'il présente comme la boîte noire de l'avion qui pourrait fournir, je dis bien qui pourrait fournir, des indications sur les derniers moments de vol du Falcon présidentiel. Paul Baril, qui s'est longuement entretenu avec le quotidien « Le Monde », affirme qu'il tient à la disposition de la Justice cette fameuse boîte noire.

Pap. de Ghislaine Dupont :

Diffusé la veille au soir

P : Les services d'entretien de Dassault Falcon Service qui assuraient la maintenance de l'avion présidentiel rwandais affirment n'avoir jamais vu d'enregistreur de conversation, à savoir la boîte noire à l'intérieur de l'avion lors des révisions annuelles en France de l'appareil. Mais le constructeur se garde de démentir les informations du capitaine Paul Baril.

748/ Afrique midi (1994 JAF 0179 B) - 28 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Plusieurs dizaines ou plusieurs centaines peut être de réfugiés tutsis sont entrés en contact avec les soldats français dans l'ouest du Rwanda. Ces survivants sont cachés dans les montagnes depuis plus de deux mois. Dans un instant, le reportage de Christophe Boisbouvier.

P : Ils sont plusieurs dizaines, plusieurs centaines peut être. Ils vivent cachés dans les montagnes de l'ouest du Rwanda depuis de longues semaines. Pour la première fois depuis le début de l'opération Turquoise, des soldats français sont entrés en contact

avec des réfugiés tutsis clandestins. Christophe Boisbouvier, notre envoyé spécial, était avec ces militaires. Il a recueilli le témoignage de l'un de ces Tutsi des montagnes.

Itw d'un Tutsi (Christophe Boisbouvier) :

« Tantôt je cours sur la colline devant les gens qui veulent nous tuer, tantôt je me réfugie dans la forêt.

(Q. de C. B. : Et votre famille ?)

Ma famille est toute morte. Je reste avec mon grand frère et ma petite sœur de 10 ans.

(Q. de C. B. : Et comment survit votre petite sœur ?)

Elle vit dans un trou que j'ai creusé.

(Q. de C. B. : Elle est cachée dans un trou dans la montagne ?)

C'est dans une maison appuyée qu'on a brûlée.

(Q. de C. B. : Et vous, comment survivez-vous depuis l'attaque de votre famille ?)

Nous, nous vivotons... On va dans la forêt très tôt le matin vers 5 heures et on rentre vers 16h quand la nuit tombe. On va chercher de quoi manger. On va là où étaient cultivés les patates ou le manioc parce que les Hutu ont tout pris.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous attaquez les villages hutus pour trouver de la nourriture ?)

Non, non. Nous ne pouvons pas y aller parce qu'ils sont nombreux. Nous avons peur d'eux. Nous avons peur d'eux parce qu'ils nous tuent.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous êtes traqués dans les montagnes par les miliciens ?)

Oui. La semaine passée, il y avait beaucoup de militaires. On les voyait en uniforme. Quelques miliciens aussi. Ils tiraient sur nous. Les autres, ils nous coupaient avec les machettes.

(Q. de C. B. : Et vous y avez échappé ?)

Oui. J'ai pu échapper. Mais j'ai reçu un jour un coup de pierre sur la poitrine. Ca m'a fait beaucoup mal. Il est arrivé même que je crache du sang durant une semaine.

(Q. de C. B. : Qu'est-ce que vous avez comme armes ?)

Des bâtons, quelques lances et des machettes.

(Q. de C. B. : Pas d'armes à feu ?)

Non, non. Pas d'armes à feu.

(Q. de C. B. : Et il n'y a pas de combattants FPR parmi vous ?)

Non, non.

(Q. de C. B. : Et qu'est-ce que vous attendez des militaires français ?)

La paix, surtout la paix. Notre souhait est qu'on nous mène dans un endroit où nous serons protégés contre ces tueurs qui nous menacent.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous pourrez vous réconcilier un jour avec les Hutu qui vous ont massacrés ?)

Si on nous donne la paix, en tout cas nous pouvons être réconciliés parce que je crois que la population a été influencée par les autorités.

(Q. de C. B. : Aujourd'hui vous retrouvez un petit peu d'espoir ?)

Aujourd'hui je commence à avoir espoir de revivre. »

P : Voilà donc ce témoignage Christophe Boisbouvier. Vous êtes en ligne avec nous depuis le Rwanda. Vous étiez avec les militaires français qui ont pris contact avec ces clandestins, avec ces Tutsi de la montagne.

Direct avec Christophe Boisbouvier :

« Oui. Ca s'est passé de façon assez inattendue. Une petite colonne française de commando de l'air a emprunté une piste de montagne à une trentaine de km au sud de Kibuye dans un endroit où elle venait d'entendre des coups de feu une heure plus tôt. Et dans un virage, trois hommes sont apparus au sommet d'un talus. Dès qu'ils ont vu qu'il s'agissait d'une colonne de Blancs, ils sont descendus sur la piste. Parmi eux, un homme d'une trentaine d'années, jean, baskets, le corps en sueur et le regard étonnement calme. C'est l'homme que vous venez d'entendre. Au bout de dix minutes, ils n'étaient plus trois mais une centaine, comme des fantômes surgis de la forêt, un bâton ou une lance à la main, prêts à repartir dans la brousse dès le premier danger.

(Q. de D. le D. : Alors Christophe, ces gens sont cachés depuis près de deux mois maintenant. Comment réussissent-ils à survivre ?)

Et bien ils vivent comme des bêtes traquées. Le jour, ils se cachent dans les forêts qui subsistent au sommet des collines. Et la nuit, ils descendent le long de ces collines pour aller chercher quelques pommes de terre que les villageois hutus ont laissées dans leur champ après la récolte. En fait, ils sont sans cesse en mouvement, toujours à l'affût du moindre bruit.

(Q. de C. B. : Christophe Boisbouvier, est-ce que vous avez eu, en les rencontrant, le sentiment que ces hommes, que ces Tutsi des montagnes sont toujours traqués, toujours menacés ?)

J'en ai même eu la preuve parce que pendant la brève rencontre avec ces soldats français, ces Tutsi ont présenté le corps de l'un des leurs qui venait d'être tué d'un coup de fusil une heure plus tôt. Il avait été débusqué, paraît-il, dans un buisson où les militaires ou les miliciens, on ne sait pas très bien, avaient mis le feu. En tout cas, cela prouve que la traque continue. Mais en même temps, ces Tutsi des montagnes se défendent. Ils font peur eux aussi, semble-t-il, auprès des villageois hutus qui les environnent car plusieurs témoins nous ont affirmé que nombre de ces villageois ne dorment plus chez eux. Ils se rendent tous les soirs dans la vallée.

(Q. de C. B. : Alors Christophe Boisbouvier, on l'a dit, plusieurs dizaines de personnes qui vivent comme ça cachées dans les montagnes, les militaires français les ont rencontrées. Est-ce que cela veut dire pour autant qu'ils soient sauvés ?)

Alors plusieurs dizaines, peut être plusieurs centaines car j'en ai vu une petite centaine. Je ne sais pas du tout si d'autres vivent dans ce même massif. Est-ce que les Français peuvent faire quelque chose ? Pour eux c'est une question très difficile. L'homme que vous venez d'entendre s'est adressé au commandant de la petite colonne française. Il lui a dit « Emmenez-nous ». « Je ne peux pas » lui a répondu l'officier français. « Nous ne sommes qu'une douzaine dans trois jeeps mais maintenant nous savons que vous êtes là et le fait que nous soyons passé va peut être calmer les choses. » Alors est-ce vrai, est-ce faux ? Ce qui est sûr, c'est qu'il s'est produit une scène assez étonnante pendant cette brève rencontre. Une voiture de militaires ou de miliciens rwandais est passée sur la piste devant ces Tutsi. Et

personne n'a bronché, ni d'un côté, ni de l'autre. A cause bien sûr de la présence de cette petite unité française, une unité, encore une fois, symbolique. Maintenant, l'état major doit réfléchir : que faire, faire de la protection, de l'évacuation ou autre chose ? Il y a bien évidemment plusieurs possibilités.»

P : Les militaires français ont évacué ce matin une quarantaine de religieuses qui étaient réfugiées depuis dix semaines dans un couvent à Kibuye. Elles ont été acheminées par hélicoptère jusqu'à Goma. Le ministre français de la Défense, Philippe Léotard, quitte ce soir Paris pour se rendre dans cette zone frontalière entre le Rwanda et le Zaïre pour une inspection des troupes qui durera toute la journée de demain. François Léotard sera accompagné du ministre délégué à l'action humanitaire, Mme Lucette Michaux-Chevry. Ce matin, à Kigali, le général Roméo Dallaire a affirmé que le FP était toujours déterminé à combattre les Français si jamais ils pénétraient dans des zones de combats. Le général Dallaire qui estime que la violence des affrontements de ces jours derniers à Kigali est due essentiellement au durcissement des positions du FPR, en raison du déclenchement de cette opération militaro-humanitaire française. Le Premier ministre a été interrogé sur cette question hier soir à la télévision française. Edouard Balladur qui maintient que les Français n'ont aucune intention de s'interposer dans les combats.

Itw d'Edouard Balladur (Arlette Chabot) :

« Il nous est apparu finalement qu'il fallait que nous donnions l'exemple. Et c'est ce que nous avons fait. Mais qu'en même temps, il fallait prendre des précautions pour éviter que nos soldats soient mis dans des positions dangereuses, inutilement. Je répète, il n'est pas question pour eux de participer aux combats intérieurs, il n'est pas question pour eux d'être une force d'interposition. Ils sont là pour un but humanitaire limité dans le temps et pour cela seulement. J'espère que l'exemple qu'aura donnée la France stimulera d'autres pays de par le monde et fera en sorte que le relais sera organisé rapidement.

(Q. d'A. C. : Vous dites effectivement que les troupes françaises ne sont pas là pour faire de l'interposition, pour participer aux combats, mais que va-t-il se passer si, par exemple, le FPR progresse, prend Kigali, et si progressant, il se trouve extrêmement proche des troupes françaises ? Comment doivent-elles réagir ?)

Ecoutez, nous aviserons à ce moment-là. Je constate une chose. C'est que le FPR, qui était fort réticent, pour ne pas dire plus, devant l'opération française, a déclaré depuis 24 h qu'il constatait que nous y étions pour un but humanitaire, pour un but humanitaire seulement, et que dans ces conditions, il avait moins de réserve. Je ne dis pas qu'il l'approuvait, je dis qu'il avait moins de réserve sur l'opération que nous menons. »

P : Le Conseil de sécurité a condamné hier soir la radio des Mille Collines, la radio hutue qui continue malgré une précédente mise en garde à diffuser des propos hostiles aux casques bleus et à la Minuar. En France, l'Observatoire des libertés, une organisation proche de l'actuelle majorité, a demandé au gouvernement d'ouvrir une

Information judiciaire concernant la mort de trois membres français de l'équipage de l'avion du président Habyarimana. Hier, l'ex-capitaine Baril affirmait au journal « Le Monde » qu'il était en possession de la boîte noire de l'appareil et des enregistrements de la tour de contrôle. Paul Baril est mandaté à titre privé par la famille du président Habyarimana. Il accuse les rebelles du FPR d'avoir commis cet attentat.

749/ Afrique soir (1994 JAF 0179 C) - 28 juin 1994

P = Yves Rocle

P : L'état major de la cellule humanitaire du gouvernement français est arrivé aujourd'hui à Goma. Il était précédé d'un avion cargo transportant quarante tonnes de vivres et de médicaments. Les secours vont maintenant pouvoir être distribués aux 800 000 réfugiés repérés dans l'ouest du pays par les soldats de la mission Turquoise au cours de ces derniers jours. Ces soldats ont aussi pour la première fois aujourd'hui évacué 35 religieuses et 8 jeunes orphelines qui se sentaient menacées dans un couvent de Kibuye. Ils ont aussi repéré dans la forêt un groupe de Tutsi qui se cachaient depuis deux mois pour échapper aux massacres.

Corr. de Christophe Boisbouvier du Rwanda :

« Ils sont sans doute plusieurs centaines de Tutsi qui vivent comme des bêtes traquées dans la montagne, à une trentaine de km au sud de Kibuye. Le jour, ils se cachent dans les forêts au sommet des collines. La nuit, ils s'aventurent dans les champs à la recherche de pommes de terre abandonnées après la récolte. Quand une petite colonne française les a rencontrés sur une piste de montagne, ils venaient de perdre l'un des leurs, débusqué dans un buisson et tué par balle, sans doute par des miliciens hutus. Ils ont surgi des broussailles comme des fantômes. Une centaine de jeunes en guenilles, bâtons ou lances à la main. Une seule femme. Les autres ne couraient pas assez vite, elles ont été tuées, ont-ils expliqué. « Emmenez-nous » a dit l'un deux. « Je ne peux pas » a répondu le commandant français. « Je n'ai que douze hommes et trois jeeps. Je ne peux pas mais maintenant je sais que vous êtes là, je vais vous aider. » Protection, évacuation ? Dans cette montagne où les communautés sont imbriquées et les combats fréquents entre villageois hutus et fuyards tutsis, toute opération de sauvetage s'avère extrêmement délicate à monter. En attendant, les Français espèrent que leur passage aura calmé un peu les esprits. Scène étonnante. En pleine conversation avec les Tutsi, ils ont vu passer une voiture de miliciens hutus sur la piste de montagne. Et personne n'a bronché, ni d'un côté, ni de l'autre. Fragile instant de paix. »

P : Parmi ces Tutsi qui se terrent depuis deux mois dans la forêt, il y a cet ancien instituteur. Il raconte au micro de Christophe Boisbouvier.

Itw d'un Tutsi (Christophe Boisbouvier) :

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

« Tantôt je cours sur la colline devant les gens qui veulent nous tuer, tantôt je me réfugie dans la forêt.

(Q. de C. B. : Et votre famille ?)

Ma famille est toute morte. Je reste avec mon grand frère et ma petite sœur de 10 ans.

(Q. de C. B. : Et comment survit votre petite sœur ?)

Elle vit dans un trou que j'ai creusé.

(Q. de C. B. : Elle est cachée dans un trou dans la montagne ?)

C'est dans une maison appuyée qu'on a brûlée.

(Q. de C. B. : Et vous, comment survivez-vous depuis l'attaque de votre famille ?)

Nous, nous vivotons. On va dans la forêt très tôt le matin vers 5 heures et on rentre vers 16h quand la nuit tombe. On va chercher de quoi manger. On va là où étaient cultivés les patates ou le manioc.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous attaquez les villages hutus pour trouver de la nourriture ?)

Non, non. Nous ne pouvons pas y aller parce qu'ils sont nombreux. Nous avons peur d'eux parce qu'ils nous tuent.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous êtes traqués dans les montagnes par les miliciens ?)

Oui. La semaine passée, il y avait beaucoup de militaires. On les voyait en uniforme. Quelques miliciens aussi. Ils tiraient sur nous. Les autres, ils nous coupaient avec les machettes.

(Q. de C. B. : Et vous y avez échappé ?)

Oui. J'ai pu échapper. »

P : François Léotard se rendra demain à Goma... Par ailleurs, le général Roméo Dallaire se rendra également à Goma pour s'entretenir avec le général Lafourcade. Roméo Dallaire évoquera probablement les difficultés qu'il rencontre à Kigali depuis le déclenchement de l'opération militaire-humanitaire française. Il a expliqué aujourd'hui à la presse qu'il n'avait plus de contact avec la direction militaire du FPR depuis quelques jours. Selon lui, l'opération française a provoqué un durcissement de la position du FPR. Dans l'autre camp, les troupes gouvernementales se sentent revigorées par la présence des soldats français. « Nous n'avons plus à battre en retraite », a confié à l'agence AP un lieutenant colonel. D'après lui, la présence des Français permet à l'armée gouvernementale de se dégager des tâches de protection des civils et de concentrer ses efforts sur le front. Ce militaire estime aussi que la présence des Français dans la zone pourrait empêcher les rebelles de poursuivre leur tactique de frappe indirecte et d'infiltration sur les flancs de l'armée gouvernementale.

Le gouvernement intérimaire rwandais profite aussi de la présence des journalistes pour avancer sa thèse. En substance, il affirme n'avoir massacré personne et il accuse

bien sûr le FPR de s'être livré lui aux massacres. A Paris, l'ex-capitaine Baril, qui travaille pour la famille Habyarimana, relaie cette thèse. Il accuse le FPR de terrorisme. De son côté, le journal « L'Humanité » publie un document secret établi par le ministère rwandais de la Défense en 1992. Ce document dresse la liste des milieux considérés comme ennemis. Sans surprise, on y retrouve les Tutsi, aussi bien les réfugiés que ceux de l'Intérieur, les opposants hutus et les étrangers mariés à des femmes tutsies, fin de citation.

- Journaux Afrique du 29 juin 94 (1994 JAF 0180)

750/ Afrique matin (1994 JAF 0180 A)

P = Philippe Leymarie

T = L'intervention Turquoise au Rwanda. Le volet humanitaire se met en place avec les premiers arrivages de médicaments et de nourriture. Le ministre français de la défense inspecte les dispositifs sur place aujourd'hui.

P : ...A l'ouest du Rwanda, les hommes de l'opération Turquoise, notamment les commandos qui sont à l'intérieur du pays depuis maintenant une semaine, continuent de recenser les camps ou les groupes de réfugiés. Ils en auraient déjà localisés 800 000 en tout, selon un porte-parole militaire à Goma. Parmi eux, de petits groupes cachés dans la montagne.

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

Diffusée la veille au soir

P : Une autre colonne de soldats français a pu découvrir, par exemple, un camp de réfugiés hutus dans la localité de Sanza, à une centaine de kilomètres de Kibuye et à seulement 15 km de la ligne de front. Les 8 000 réfugiés de ce camp qui vivent dans des conditions sanitaires très précaires...

Pap. de Muriel Pomponne :

«François Léotard doit notamment rencontrer le chef de l'antenne humanitaire... 40 tonnes d'aide venues de Paris sont déjà arrivées sur place. Au total, le France prévoit d'envoyer 400 tonnes d'aide. Car il s'agit d'une mission humanitaire, les autorités françaises tiennent à le rappeler. Le chef d'état major français, l'amiral Lanxade a rappelé que les Français éviteront autant que possible le contact physique avec le FPR. Il n'empêche. Les troupes gouvernementales estiment que la présence française les aide, fusse involontairement. Selon certains officiers des FAR, cette présence peut dissuader le FPR de recourir à des infiltrations en zone gouvernementale. Le général

Dallaire ne cache pas que l'opération française a en tout cas compliqué la tâche de l'Onu. Les casques bleus ont du arrêter les évacuations depuis dix jours car ils n'ont plus le contact avec le FPR qui semble préoccuper par la seule intervention française. Toutefois, le général Dallaire estime que la position du FPR pourrait s'infléchir si les Français restent dans leur coin. »

751/ Afrique midi (1994 JAF 0180 C) - 29 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = François Léotard aujourd'hui au Zaïre et au Rwanda pour inspecter les troupes de l'opération Turquoise. Le ministre français de la défense a visité le camp de réfugiés tutsis de Nyarushishi (?), un camp placé sous la protection des Français.

P : ...François Léotard se rend en territoire rwandais sur deux petites bases installées par l'armée française à Kirambo et Kibuye. Notre envoyé spécial a voulu savoir quel était l'état d'esprit de ces soldats français, engagés dans une mission délicate, c'est le moins que l'on puisse dire.

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

« Ce sont des commandos de l'air, entendez par là des spécialistes du renseignement. A Kibuye, ils ne sont qu'une quarantaine pour l'instant mais ils possèdent quelques armes individuelles performantes et de bons moyens radio ou téléphone. « Nous sommes des précurseurs », disent-ils. Mission : repérer dans le centre ouest du pays toutes les concentrations de réfugiés hutu et tutsi. Sans doute 20 à 30 000 personnes au total. Ils sont dans la zone la plus sensible du Rwanda. La ligne de front n'est pas très loin, 70 km. Des dizaines de milliers de Hutu fuient les combats en se déplaçant de camp en camp, pratiquement sans aide alimentaire ou médicale. Et quelques centaines de Tutsi, peut être plus, survivent dans les montagnes où ils essayent d'échapper aux miliciens qui les traquent. Pour les uns et les autres, les risques ne sont pas les mêmes. Mais les Français ne veulent pas faire de préférence. Ils redoutent en effet d'être accusés de parti pris, d'être rejetés. Ils marchent sur une corde raide. »

P : Le général Lafourcade doit en principe rencontrer demain Roméo Dallaire. Une réunion importante, Monique Mas, puisque le général Dallaire ne fait pas mystère des difficultés qu'il rencontre dans sa mission depuis le déclenchement de l'opération française.

Pap. de Monique Mas :

«...Le FPR poursuit son offensive à Kigali notamment. Et il est clair que tout contact des troupes françaises avec ses lignes mettrait le feu aux poudres. De son côté, la

radio pro-gouvernementale des Mille Collines continue à en appeler à la vindicte populaire contre l'Onu, accusé de collusion avec le FPR. Elle accueille en revanche l'intervention française comme une victoire certaine. Déjà le triomphe des autorités gouvernementales aux soldats français avait soulevé un certain malaise. Il a grandi avec la découverte de rescapés des massacres toujours en proie à des exactions. Pour le moment, aucune décision n'a été prise pour assurer leur protection. La situation et les mesures à prendre sont en cours d'évaluation à la cellule humanitaire de Goma. Mais déjà la partie gouvernementale s'inquiète et les miliciens s'irritent de voir leurs victimes échapper à la mort promise. »

752/ Afrique soir (1994 JAF 0180 D) - 29 juin 1994

P = Dalila Berritane

T = François Léotard qui a visité les troupes françaises au Rwanda a rappelé que Paris ne veut pas être en situation d'interposition au Rwanda.

P : ...François Léotard s'est rendu cet après midi à Gishyita, une ville située sur la rive centrale du lac Kivu. Le ministre français de la Défense rendait visite à un groupe des forces spéciales françaises, stationné à moins de 4 km des positions du FPR. François Léotard a expliqué que le Rwanda devait rester un pays multi-ethnique et a prôné la neutralité de la France.

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

« Pas de distinction entre les ethnies dans les opérations de sauvetage. C'est le message que veut faire passer le ministre français de la Défense. Un message de neutralité. Et c'est sans doute la raison pour laquelle il met sur le même plan l'intervention en faveur des Hutu de Gikongoro et celle en faveur des Tutsi de la région de Kibuye. « Il n'y aura pas d'évacuation », dit François Léotard, car il n'y a pas d'endroit pour accueillir ces réfugiés. Mais il y aura des missions françaises de plus en plus fréquentes sur le terrain. Dans les montagnes où se cachent les Tutsi par exemple, au sud de Kibuye, les soldats français reviendront très vite afin de dissuader les miliciens hutus de poursuivre leur traque et afin d'ouvrir des voies d'accès aux organisations humanitaires qui leur apporteront vivres et médicaments. Une semaine après le début de l'opération Turquoise, les Français commencent à mesurer la difficulté de leur tâche dans un pays montagneux où les communautés sont imbriquées et les accrochages presque quotidiens en certains endroits. 250 soldats français aujourd'hui à l'intérieur du Rwanda, 1 000 demain. C'est bien sûr insuffisant pour sauver tout ceux qui peuvent l'être. Et ce n'est pas un hasard si aujourd'hui les Français lancent un appel pressant aux autres Européens et aux Africains. »

P : François Léotard a également insisté sur la nécessité de passer rapidement le relais à l'Onu. Et justement, l'arrivée des troupes françaises a quelque peu déstabilisé le travail de la Minuar. Maintenant les deux forces militaires doivent coordonner leur mission. C'est ce que souhaite le général Dallaire. Il l'a dit tout à l'heure à Nairobi, où il a remis la médaille de l'Onu à une centaine de soldats qui ont servi au Rwanda.

Itw du général Roméo Dallaire de Nairobi (Jean Hélène) :

«Travailler avec acharnement pour augmenter ses capacités et être en mesure de déployer plus de ressources pour pouvoir aider le côté humanitaire et être en place pour faire la vérification du cessez le feu que j'espère revenir un jour.

(Q. de J. H. : Est-ce qu'on peut imaginer que les Français, la coalition sous commandement français se déploie en zone gouvernementale et que les renforts de la Minuar se déploient en zone rebelle ?)

Non, ce n'est pas. Le scénario semble refléter ça. Moi, mes troupes, mes positions n'ont pas changé d'endroit. Et ce que nous faisons, c'est que nous rentrons par notre base logistique à Entebbe et nous allons nous épanouir dans toute la zone du FPR. Et dans la zone gouvernementale, on a déjà des éléments à Kigali sur côté gouvernemental et on continue.

(Q. de J. H. : Donc vous pensez remplacer la coalition française dans l'ouest du pays quand vous aurez reçu vos renforts ?)

Ben, c'est-à-dire que nous allons discuter ensemble le commandant de la force et nous pour voir exactement quels sont ses plans opérationnels et ses objectifs opérationnels. Là, les modalités resteront à déterminer. »

P : Toujours est-il que la Minuar poursuit sa mission à Kigali notamment, malgré les combats sporadiques. Ses convois ont pu franchir les lignes de front pour amener des vivres aux réfugiés installés dans le complexe religieux de la Sainte Famille. 8 000 personnes vivent actuellement retranchées. L'Union de l'Europe occidentale a demandé aux pays d'Europe centrale et orientale de participer à l'opération humanitaire au Rwanda. Les pays de l'Est n'ont pas encore donné leur réponse à l'exception de la Roumanie qui a accepté.

- Journaux Afrique du 30 juin 94 (1994 JAF 0181)

753/ Afrique matin (1994 JAF 0181 A)

P = Philippe Leymarie

T = Les premiers légionnaires français ont pénétré à l'ouest du pays. Le chef de l'opération Turquoise rencontre aujourd'hui le général commandant les casques bleus pour une première coordination entre les deux forces.

P : Il y a deux forces humanitaires au chevet du Rwanda. Les Français entrés par le Zaïre il y a une semaine, rejoints par quelques Sénégalais. Et puis dans la zone de la capitale, les casques bleus de l'Onu, peu nombreux aujourd'hui, mais qui devraient être renforcés, si tout va bien, dans les semaines qui viennent. Roméo Dallaire doit rencontrer aujourd'hui à Goma les chefs militaires français pour une première coordination entre les deux forces.

Itw du général Roméo Dallaire de Nairobi (Jean Hélène) :

« La situation sera sans doute plus claire quand la coalition aura accompli sa tâche. Et à ce moment-là, nous allons pouvoir réévaluer la situation.

(Q. de J. H. : Quelle coalition ?)

La coalition des forces qui sont déployées dans l'ouest du pays.

(Q. de J. H. : Comment est-ce que vous voyez le rôle de la Minuar dans les prochains mois ?)

Travailler avec acharnement pour augmenter ses capacités et être en mesure de déployer plus de ressources pour pouvoir aider le côté humanitaire et être en place pour faire la vérification du cessez le feu que j'espère revenir un jour.

(Q. de J. H. : Est-ce qu'on peut imaginer que les Français, la coalition sous commandement français se déploie en zone gouvernementale et que les renforts de la Minuar se déploient en zone rebelle ?)

Non, ce n'est pas. Le scénario semble refléter ça. Moi, mes troupes, mes positions n'ont pas changé d'endroit. Et ce que nous faisons, c'est que nous rentrons par notre base logistique à Entebbe et nous allons nous épanouir dans toute la zone du FPR. Et dans la zone gouvernementale, on a déjà des éléments à Kigali sur côté gouvernemental et on continue. »

P : Le ministre français de la Défense, François Léotard, a passé une partie de la journée d'hier dans l'ouest du Rwanda au milieu des forces spéciales françaises, auprès desquelles il a pu constater la difficulté de l'opération Turquoise dans cette région montagneuse où la végétation est dense, où des centaines de milliers de réfugiés se sont concentrés et où les combattants du FP ont fait de profondes incursions. Ces soldats d'élite, spécialisés dans des interventions commandos et dans la recherche de renseignements, sont parfois à quelques km seulement de groupes qui semblent relever du FPR. Situation complexe qui explique l'attitude prudente des chefs militaires français et de leur ministre.

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

Diffusée la veille au soir

P : ...Alors le pire c'est déjà produit au Rwanda. Mais une partie de la communauté internationale commence à tenter de réparer ce qui peut encore l'être...

Itw de Philippe Chabasse, co-directeur de Handicap International (Monique Mas) :
« On a fait deux évaluations dans des camps au nord du Burundi et en Tanzanie. On s'est aperçu...qu'il n'y avait presque pas de personnes handicapées... Ca veut dire soit qu'ils sont morts, soit qu'ils sont restés derrière. C'est auprès de ces gens-là qu'on cherche à avoir accès. On a rendez vous avec les responsables du FPR à Bruxelles vendredi prochain pour négocier une intervention à partir du nord du Burundi dans les régions sud du Rwanda contrôlées par le FPR. Les témoignages des autres ONG qui sont à l'intérieur coïncident tous. C'est-à-dire qu'il s'agit de blessures graves par machette, donc on a des amputations... »

754/ Afrique midi (1994 JAF 0181 C) - 30 juin 1994

P = Donaig Le Du

T = Les ministres français de la Défense et de la Coopération souhaitent que des casques bleus remplacent au plus vite les militaires français déployés au Rwanda. Les difficultés semblent se multiplier pour l'opération Turquoise avec la crainte d'une confrontation avec le FPR et la crainte d'une dégradation des relations avec les FAR.

P : « Nous avons mangé notre pain blanc », déclarait hier François Léotard à propos de l'opération Turquoise. Le ministre français de la Défense visiblement inquiet de la tournure que prennent les opérations, avec d'une part la crainte d'une confrontation avec le FPR et de l'autre, la perspective d'une dégradation éventuelle des relations avec les FAR...

Pap. de Jérôme Bastion :

«...Principale inquiétude manifestée par le commandement militaire sur place : l'avancée de prétendus éléments du FPR vers l'ouest. Des renseignements recueillis auprès de la population majoritairement hutue dans la région du lac Kivu rapportent des déplacements de 1 000 à 2 000 Rwandais armés non loin de la frontière occidentale. Mais ce pourrait être aussi, selon les correspondants sur place, des rescapés qui se cachent dans cette zone montagneuse et boisée. D'où, en tout cas, la présence de forces spéciales françaises. La France craint des affrontements. D'où aussi l'appel à l'aide internationale lancée hier par François Léotard. Car plus les Français restent, plus ils risquent d'être sollicités par les Hutu pour combattre les rebelles. « La France n'est pas le gendarme du monde », estime le ministre... Le général Lafourcade et le général Dallaire sont d'accord sur un point. Vivement la mise en place de la Minuar II. »

P : ...Jean Hélène a rencontré hier le général Dallaire à Nairobi, avant qu'il ne parte pour Goma. Il lui a demandé si le travail des casques bleus avait été compliqué par l'arrivée des militaires français.

Itw du général Roméo Dallaire de Nairobi (Jean Hélène) :

« Il y a eu cette phase difficile parce qu'on cherchait exactement à quoi s'en tenir avec cette opération. Ca se clarifie de jour en jour. Tant du côté gouvernemental que du côté du FPR, on commence à voir plus clairement quels sont les objectifs, quelle est leur tâche... Mais le FPR a maintenu tout de même, même avec une reconnaissance que les troupes françaises sont là, que sur le champ de bataille, ils seront considérés encore comme ennemis.

(Q. de J. H. : Donc il y a des dangers de confrontation ?)

La façon de résoudre beaucoup de choses, c'est d'avoir un cessez le feu... »

P : L'impatience du général Dallaire se retrouve dans les propos du ministre de la Coopération. Michel Roussin attend un engagement plus important des partenaires européens et surtout le déploiement de la Minuar II.

Itw de Michel Roussin, ministre de la Coopération (Michèle Cotta sur RTL) :

« Nous avons plus d'espoir concernant nos partenaires européens. Le soutien européen reste un soutien logistique. Moi je ne désespère pas de voir la situation évoluer... Je pense qu'il y aura un moment délicat parce que pour l'instant nous progressons très en deçà de la ligne de front... Plus on s'approchera de cette zone, plus le problème deviendra délicat. Et c'est pour cela qu'il faut que très vite la force préconisée par le secrétaire général de l'Onu soit mise en place. »

P : François Léotard a visité hier matin le camp de Nyarushishi, un camp où l'armée gouvernementale a placé des rescapés du stade de Cyangugu, dans le sud ouest du pays. Dans cette région, l'ancien parti unique était en concurrence avec le PSD, dont de nombreux leaders ou de simples militants, des Hutu, ont été massacrés par des militaires ou par des miliciens. Marc Rugenera est un rescapé de ces massacres. Il est membre du bureau politique du PSD et ancien ministre des Finances. Il est aujourd'hui réfugié à Byumba en zone FPR avec des représentants d'autres partis d'opposition. Selon Marc Rugenera, la région de Cyangugu a été particulièrement éprouvée.

Itw de Marc Rugenera, membre du bureau politique du PSD et ancien ministre des Finances (Monique Mas) :

« Nous ne sommes pas vraiment sûr que l'intervention française pourra sauver grand monde... Mais Cyangugu n'est pas habitée par 8 000 Tutsi et c'est d'ailleurs maladroit de dire que cette armée est allée sauver des Tutsi qui étaient dans un seul endroit. C'est impossible de dire tel camp, c'est des Tutsi exclusivement, là-bas, c'est

des Hutu exclusivement... Nous pensons qu'il y a eu beaucoup de gens tués que de sauvés.

(Q. de M. M. : On a beaucoup vu dans cette région des soldats accueillis chaleureusement par les autorités préfectorales salués avec des drapeaux bleu-blanc-rouge. Quel sens vous donnez à tout ça ?)

Oui mais il paraît qu'ils sont en train de changer carrément de position parce qu'ils remarquent que, jusqu'à maintenant, l'armée française n'est pas allée se battre contre le FPR. Mais pour les civils, qui étaient membres des partis d'opposition, c'est sans doute un soulagement... En toute logique, on ne peut pas arrêter les massacres sans arrêter les massacreurs. Et l'armée française est en train seulement de les côtoyer. Je me demande ce qui se passera le jour où elle verra un des membres de la milice ou de la Garde présidentielle assassiner quelqu'un... La meilleure chose aurait été de les désarmer.

(Q. de M. M. : A votre avis, cette intervention française, elle peut avoir des effets induits en matière politique ou militaire ?)

Ah oui sûrement. Il faut croire que les effets se sont déjà faits sentir. Cette armée s'est sentie soutenue et elle a eu un certain répit. C'est pour cela qu'il y a eu, paraît-il, ces derniers jours quelques contre-attaques. Mais le désarroi est beaucoup plus profond que cela... L'armée gouvernementale est tout à fait en débandade... D'autant que certains d'entre eux commencent à apprendre que même leur famille aurait été décimée.

(Q. de M. M. : Quelle attente avez-vous à l'égard de la communauté internationale ?)

Elle doit rester vigilante pour que l'intervention française ne dérape pas... parce quand on voit la quantité d'armes qui ont été envoyées là-bas, on se demande si c'est seulement dans un but humanitaire ou si c'est pour d'autres opérations militaires. Nous espérons vivement que la Minuar soit mise en place rapidement pour se substituer aux forces françaises, qui ne sont qu'un pis-aller. Comme d'ailleurs le reconnaît tout le monde...

(Q. de M. M. : Quelle solution pour le Rwanda ?)

Nous préconisons toujours que les massacres puissent prendre fin afin que, comme le dit un des belligérants, on puisse arrêter les hostilités. Une fois qu'il y aura un cessez le feu, les forces démocrates devront s'asseoir avec le FPR pour chercher une solution définitive... Cette solution ne peut pas être militaire...

(Q. de M. M. : Négocier avec la partie gouvernementale ?)

C'est vraiment très délicat de dire qu'on peut négocier avec des assassins... Il faudra qu'on poursuive ceux qui sont responsables de ces massacres... »

755/ Afrique soir (1994 JAF 0181 D) - 30 juin 1994

P = Patrick Adam

T = Les massacres au Rwanda prennent la dimension d'un véritable génocide et surtout ces massacres ont débuté une demi-heure après l'assassinat du président

Habyarimana. Ils ont été préparés, systématiquement coordonnés. C'est ce qui ressort d'un rapport préparé par un juriste ivoirien pour le compte des Nations unies. Réaction des Etats-Unis à ce rapport. Warren Christopher parle lui aussi de génocide et il ajoute que de tels actes doivent être sanctionnés.

P : Le massacre des Tutsi au Rwanda constitue en termes légaux un génocide. C'est ce qu'estime le rapporteur spécial des droits de l'homme à l'Onu... Il s'est rendu au Rwanda entre le 9 et 20 juin et ses conclusions sont accablantes...

Pap. de Jérôme Bastion :

« Préparés à l'avance et coordonnés systématiquement, ce sont les termes utilisés dans son rapport par le juriste ivoirien René Denis Segui. Ils sont sans ambiguïté sur les responsabilités du gouvernement et de l'armée hutus. Partant du constat que des barrages de miliciens étaient dressés dans Kigali dès avant la chute de l'avion du président et qu'une demi-heure a suffi pour le début des tueries, quelques heures pour la formation du gouvernement provisoire, l'enquête évacue la thèse de la réaction populaire spontanée pour venger la mort de Juvénal Habyarimana. Si René Denis Segui ne précise pas les causes de la chute du Falcon, il semble donc que la responsabilité du FPR soit fragilisée. Autre argument permettant d'affirmer que les massacres étaient prévus de longue date, il est noté qu'une campagne de haine envers les Tutsi était menée par la radio contrôlée par l'Etat et que civils et militaires avaient été armés et entraînés de manière intensive de novembre à mars. Bien souvent, peut-on lire dans ce rapport accablant, les tortionnaires étaient payés pour tuer et des notables locaux ont été récompensés pour leur cruauté quand d'autres ont été exécutés parce qu'ils appelaient au calme. Le rapporteur spécial des droits de l'homme à l'Onu a par ailleurs réclamé à la France et à l'état major rwandais la boîte noire de l'avion présidentiel. En vain. Paris ne détient pas l'enregistreur de vol et les Rwandais ne sont au courant de rien. Enfin, M. Denis Segui recommande la création d'un tribunal international pour juger les crimes commis.»

Corr. de Pierre Cayrol de Washington :

«Les Etats-Unis emboîtent le pas. Ils sont d'accord avec l'Onu et souhaitent à leur tour la création d'un tribunal international pour juger les auteurs du génocide commis au Rwanda. Devant le Congrès, le secrétaire d'Etat n'a pas mâché ses mots... Il a répété à plusieurs reprises le mot de génocide pour qualifier la situation au Rwanda. « Il est clair qu'il existe un génocide dans ce pays, qu'il existe des actes de génocide », a insisté Warren Christopher. « Ils doivent être jugés et punis. » Le secrétaire d'Etat américain a conclu son intervention en affirmant que la communauté internationale avait l'obligation de prévenir et de punir les actes de génocide et donc de punir les responsables des exactions commises au Rwanda.»

P : ... Environ 400 Tutsi placés sous la protection des commandos français dans les collines de Gishyita, dans l'ouest du pays. Ces Tutsi étaient directement menacés par des centaines de Hutu, certains armés et installés à environ 300 m de leur

campement. Par ailleurs, à une soixantaine de km de Kibuye, une unité française de reconnaissance s'est approchée de la ligne de front. Envoyé spécial Christophe Boisbouvier.

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

« Des femmes avec un matelas sur la tête, des hommes conduisant leur troupeau. C'est un flot presque continu de réfugiés qui fuit la région de Masango, au sud ouest de Gitarama, direction l'ouest, toujours l'ouest. 30 000 Hutu le long d'une piste de montagne sans aucune assistance pour l'instant. A Kilinda, une petite ville juchée sur une colline, le bruit du canon est de plus en plus proche. Ce jeudi matin, les habitants l'ont entendu à 5 km, signe que le FPR avance sur les sommets environnants. Cela dit, les soldats gouvernementaux sont toujours là, les miliciens aussi, nombreux. Preuve de la dureté des combats, 50 militaires et 30 civils blessés par balle lors d'accrochages avec le FPR ont été accueillis à l'hôpital de Kilinda ces deux dernières semaines. « Pourquoi les Français ne restent-ils pas dans la région pour dissuader le FPR d'avancer ? » demande un réfugié en voyant arriver une trentaine de soldats français. Mais ceux-ci ne font qu'une halte. Parvenus à une dizaine de km du front, ils s'informent sur les positions et le nombre de réfugiés, puis rebroussent chemin. Leurs consignes sont strictes : pas d'interposition, pas de contact avec le FPR. »

P : Désormais, les militaires français et les casques bleus de l'Onu pourront coordonner leurs actions sur le terrain. Depuis aujourd'hui, quatre officiers de liaison de la Minuar sont en poste à l'état major de l'opération Turquoise... On apprend aujourd'hui que le Canada va déployer d'ici deux semaines 350 casques bleus à Kigali. Cela dit, à Paris, le chef d'état major des armées, l'amiral Lanxade, craint que la relève des 2 500 militaires français avant la fin juillet ne soit très lente et difficile. Le Malawi se dit prêt à envoyer 100 à 200 soldats afin de soutenir les Nations unies au Rwanda.

Juillet 1994

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 1er juillet 94 (1994 JAF 0182)

756/ Afrique matin (1994 JAF 0182 A)

P = Philippe Leymarie

P : Sauvetage d'urgence dans certaines collines de l'ouest du Rwanda où les rescapés des massacres sont toujours menacés. Les soldats français découvrent dans la forêt des groupes de réfugiés, en majorité tutsi, qu'ils tentent d'arracher au désespoir, à la peur voire même à la mort. Plusieurs d'entre eux, environ 80, ont d'ailleurs été évacués hier après-midi par hélicoptère vers Goma. Des Tutsi blessés par des miliciens hutus dans la région de Bisesero au sud ouest du pays. Les patrouilles avancées du dispositif français ont pu constater dans d'autres secteurs la progression des combattants du FPR. Exemple Kilinda au sud ouest de Gitarama. Envoyé spécial Christophe Boisbouvier.

Reportage de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

«Aujourd'hui Kilinda ressemble à un camp de réfugiés. Il y a plus de 80 blessés de guerre à l'hôpital et hier matin on entendait le canon à 5 km à peine. Preuve d'une nouvelle avancée du FPR sur les collines environnantes.

Le directeur de l'école d'infirmière de Kilinda :

Ca matin, nous avons entendu des coups. Ce qui a effrayé beaucoup de gens.

(Q. de C. B. : Pourquoi cela les a plus effrayés que les jours précédents ?)

Mais quand même. Quand vous entendez de coups de canon, vous ne pouvez pas rester ici.

(Q. de C. B. : Parce qu'ils étaient plus près que d'habitude ?)

Oui, oui, oui, oui, oui. Même la plupart des gens ne dormaient pas. Nous restons toute la nuit éveillés, en train de se demander ce qu'on doit faire. Mais malheureusement, nous sommes totalement démunis.

Christophe Boisbouvier :

Depuis quelques jours, près de 30 000 Hutu fuient cette région en direction de l'ouest sur quelques pistes de montagne, leur baluchon ou leur matelas sur la tête. Pour l'instant, il ne dispose d'aucune aide internationale. Plusieurs réfugiés hutus aimeraient que les Français s'interposent entre les combattants mais hier ce n'était pas du tout la mission des quelques 30 soldats français qui vinrent jusqu'à 10 km de la ligne de front. Ils faisaient du renseignement sur les effectifs, sur les positions, le

nombre de réfugiés mais pas d'interposition entre combattants. Les ordres étaient stricts. »

P : ...Selon René Denis Segui, les massacres ont bien été un génocide, sans doute programmé.

Pap. de Jérôme Bastion :
Diffusé la veille au soir

Mais deux passages ont été coupés.

Le début :

« Préparés à l'avance et coordonnés systématiquement, ce sont les termes utilisés dans son rapport par le juriste ivoirien René Denis Segui. Ils sont sans ambiguïté sur les responsabilités du gouvernement et de l'armée hutus. »

Et un passage vers la fin :

« Le rapporteur spécial des droits de l'homme à l'Onu a par ailleurs réclamé à la France et à l'état major rwandais la boîte noire de l'avion présidentiel. En vain. Paris ne détient pas l'enregistreur de vol et les Rwandais ne sont au courant de rien. »

757/ Afrique midi (1994 JAF 0182 B) - 1^{er} juillet 1994

P = Donaig Le Du

T = La France et l'Ouganda sont d'accord pour organiser le plus vite possible une conférence régionale sur la paix au Rwanda, c'est ce qu'indique un communiqué de l'Elysée publié à l'issue d'une rencontre entre le président Mitterrand et son homologue ougandais...

Itw de Yoweri Museveni, président de l'Ouganda (Tony Cross) - (trad. par Jérôme Bastion) :

«Le président Mitterrand m'a expliqué le rôle humanitaire des troupes françaises en opération sur le terrain. Ce que je sais déjà parce que mon pays est membre de l'Onu. Je sais que les Français ne sont pas allés au Rwanda pour prendre part aux combats mais bien pour assister les populations et réduire la misère humaine. Probablement en distribuant de la nourriture et peut être en évacuant des civils pris au piège.

Question d'un journaliste : « On a dit que vous donniez des armes au FPR ? »

Réponse du président Museveni : « C'est faux. C'est la diaspora rwandaise qui est en exil depuis longtemps qui le soutient militairement. » Deuxième question : « Des armes transitent-elles par l'Ouganda ? » Réponse du président Museveni : « Non, non. Ce n'est pas vrai. Je vous remercie. C'est tout pour aujourd'hui. »

P : Sur le terrain, les militaires français continuent à protéger plusieurs centaines de Tutsi. Des personnes qui étaient réfugiés dans la forêt, dans la région de Bisesero, au sud de Kibuye.

Direct avec Christophe Boisbouvier :

(Q. de D. le D. : Christophe Boisbouvier, vous êtes notre envoyé spécial au Rwanda, est-ce qu'on sait déjà ce que les soldats français ont l'intention de faire pour venir en aide à ces survivants ?)

Alors, évacuation prioritaire pour les blessés graves. 120 personnes ont été évacuées hier soir grâce à une rotation de huit hélicoptères. Des évacués d'extrême urgence : le crâne ouvert, des membres arrachés. Les autres, c'est-à-dire 800 personnes, sont toujours sur place sur le terrain dans ces collines du sud de Kibuye à Bisesero. Elles sont protégées par une cinquantaine de commandos de marine français.

Apparemment, ces 800 autres personnes ne seront pas évacuées. C'est ce qu'a déclaré ce matin le colonel Rosier, le chef des opérations françaises dans tout le sud ouest du Rwanda. « Elles seront protégées sur place par des Français et ne seront pas abandonnées », a affirmé le colonel Rosier. « Nous ne partirons pas tant qu'il n'y aura pas de relève », a-t-il dit.

(Q. de D. le D. : Comment s'organise sur place la cohabitation ? Dans quel état sont ces personnes que la France a décidé de protéger ?)

Beaucoup sont dans un état très difficile. Un certain nombre ont d'ailleurs des blessures récentes. Ce qui prouverait que la chasse à l'homme a duré jusqu'à ces derniers jours dans ces montagnes. La première chose que l'on remarque, c'est qu'il y a très peu de femmes, très peu d'enfants. Une trentaine de femmes, une centaine d'enfants parmi ce petit millier de réfugiés clandestins de la montagne. Ils ne pouvaient pas courir assez vite pour échapper aux tueurs, nous ont dit les survivants. Et de fait, les soldats français ont découvert un certain nombre de charniers, plusieurs centaines de cadavres en contrebas de la colline. Ce qui tendrait à confirmer ces déclarations. Alors aujourd'hui évidemment tous ces gens sont rassurés par ce qu'il vient de se passer depuis deux jours. Un groupe de femmes survivantes a même entonné un chant ce matin pour remercier les soldats français qui étaient sur place.

(Q. de D. le D. : Est-ce qu'il y a encore des manifestations d'hostilité de la part des miliciens qui rôdaient depuis plusieurs semaines autour de ces réfugiés ?)

Depuis l'arrivée des Français en début de semaine, non. Les miliciens qui traquaient ces Tutsi ne se font plus remarquer. Mais les Français ont conscience que le jour où ils partiront, le risque de retour de ces miliciens sera grand. C'est la raison pour laquelle ils ont décidé de ne pas partir avant qu'il y ait une relève d'autres soldats éventuels et puis aussi un soutien de la part d'organisations internationales. Un convoi humanitaire de l'organisation Care est d'ailleurs attendu aujourd'hui. »

P : Le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'Onu a publié son rapport sur les massacres du Rwanda. Sa conclusion est claire. Selon lui, il s'agit d'un génocide systématique qui avait été programmé, un génocide attribué pour

l'essentiel aux milices du MRND et de la CDR. Il préconise la création d'un tribunal international pour juger les responsables de ces génocides. Il demande également à ce que les milices soient désarmées et à ce que cesse la guerre médiatique, avec ces appels au meurtre lancés régulièrement par la radio Mille Collines. Reste que l'on s'interroge maintenant sur la portée et surtout sur l'avenir de ce document.

Corr. de Laurent Mossu de Genève :

«... Force est de constater l'existence d'un vide juridique... Mais les choses en restent là. La commission ne doit pas se réunir avant février prochain... A moins qu'une nouvelle procédure ne soit appliquée... En faisant transmettre le rapport à New York à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, les deux organes politiques de l'Onu pourraient choisir de donner au rapport la suite qu'il convient. On assiste donc à une nouvelle démonstration de la faiblesse du centre des droits de l'homme. Celui-ci compte essentiellement sur la force morale de ses prises de position, de ses condamnations pour obtenir gain de cause. Ce n'est pas toujours suffisant lorsqu'on est confronté à pareille situation, à un tel génocide. »

P : Le terme de génocide a été repris à Washington hier par le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher...

Invité : René Denis Segui, président de la Ligue ivoirienne des Droits de l'homme, rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour le Rwanda.

Itw de René Denis Segui, président de la Ligue ivoirienne des Droits de l'homme, le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour le Rwanda (Noëlle Velly) :

La Convention du 9 décembre 48 donne une définition du génocide... Les meurtres commis constituent bien cet acte criminel... L'intention existe dans les propos incitant à la haine ethnique et à la violence qui sont tenus par les radios... Il y a enfin le groupe visé, c'est-à-dire les Tutsi. Pourquoi les Tutsi et pas les autres?... Les Tutsi sont l'ennemi principal et les Hutu, d'ailleurs appelés modérés, qui ne sont visés que parce qu'ils sont traîtres à leur groupe ethnique.

(Q. de N. V. : Pourquoi un génocide programmé, en fonction de quels éléments ?)

Le premier que j'ai constaté, c'est la haine raciale. Il y a eu des distributions d'armes à feu aux populations et en plus un entraînement que les milices auraient subi... Nous avons des lettres pastorales dénonçant ces faits-là.

(Q. de N. V. : Avant même l'attentat ?)

Avant l'attentat oui. Les massacres ont commencé 30 à 45 minutes après l'accident alors qu'on n'avait même pas annoncé encore l'accident. Cela a été confirmé par les officiers eux-mêmes qui, bien sûr, ont justifié autrement.

(Q. de N. V. : C'était à Kigali mais en province, à Butare notamment, cela s'est passé dix jours après ?)

A Butare, le préfet a maintenu le calme. Il a fallu qu'un homme du gouvernement, on nous signale même le premier responsable de l'Etat, mais ça c'est encore à vérifier...

est allé à Butare pour révoquer le préfet. Il a fait un discours et le lendemain, les massacres ont commencé là-bas.

(Q. de N. V. : Du côté du FPR et dans la zone contrôlée par le FPR, est-ce qu'il y a eu des massacres systématiques et ratio de Hutu ?)

Nous avons reçu des informations du côté gouvernemental. Mais en l'état de nos recherches, on ne peut pas confirmer ces informations. Il y a bien sûr quelques exécutions sommaires dont on a parlé dans le rapport, tel que l'assassinat de l'évêque et des prêtres, il y a aussi l'opération qui a été faite à Saint Paul à propos des déplacés mais en ce qui concerne les massacres systématiques comme c'est le cas de l'autre côté, nous n'avons pas encore d'informations.

(Q. de N. V. : Alors vous mettez en cause certains gouvernements étrangers. Lesquels ?)

Il est difficile de vous dire quels sont les gouvernements. Il y a les anciennes puissances coloniales...

(Q. de N. V. : Donc la France et la Belgique ?)

Les gouvernements frontaliers et tous ceux qui ont procédé à des trafics d'armes...

(Q. de N. V. : La France qui a sans doute aidé l'armée rwandaise ?)

Oui, sur la base d'accords. Mais lorsqu'on sait ce qui se passe et qu'on livre, ça pose un problème. De toute manière, nous on fait le rapport et ce sera au tribunal de trancher.

(Q. de N. V. : Vous avez demandé également au gouvernement français de vous donner la boîte noire de l'avion ?)

Je n'ai pas accusé le gouvernement français d'avoir la boîte noire. J'ai demandé, si le gouvernement français avait la boîte, de la mettre à ma disposition. Le gouvernement français a répondu qu'il ne détenait pas la boîte. J'ai demandé à l'autre gouvernement, le gouvernement rwandais, par l'intermédiaire de l'état major. Il m'a dit n'être pas au courant.

(Q. de N. V. : Vous demandez bien sûr que les criminels et les auteurs du génocide soient jugés par un tribunal spécial. Quelle sorte de tribunal ? Est-ce qu'on peut étendre les compétences du tribunal spécial pour les crimes dans l'ex-Yougoslavie ?)

Je demande d'abord que ce soit un tribunal ad hoc, autonome, chargé de juger les criminels du Rwanda...

(Q. de N. V. : Est-ce que vous pensez que l'intervention française risque d'envenimer la situation ou au contraire d'être bénéfique ?)

A mon humble avis, ce n'est pas une bonne chose. Ça risque d'envenimer les choses... Vu la position du FPR et qu'on a du évacuer certains membres de la Minuar parce que ces membres-là avaient leurs compatriotes dans la force que composait la force française. »

758/ Afrique soir (1994 JAF 0182 C) - 1^{er} juillet 1994

P = Dalila Berritane

T = La France et l'Ouganda sont d'accord pour organiser le plus vite possible une conférence régionale sur la paix au Rwanda... 40 soldats français sont arrivés à

Butare pour protéger les populations menacées de graves exactions, selon l'état major français et, toujours selon les militaires français, le FPR effectuée en ce moment des incursions vers Butare. Dans notre journal également, le reportage de notre envoyé spécial Christophe Boisbouvier. Il s'est rendu dans le massif de Bisesero. C'est là que 800 Tutsi sont protégés par l'armée française.

Itw de Yoweri Museveni, président de l'Ouganda (Tony Cross) - (trad. par Jérôme Bastion) :

Diffusée à midi

Corr. de Laurent Mossu de Genève :

Diffusée à midi

P : ... De son côté, le général Lafourcade, qui commande l'opération Turquoise, affirme que l'ambiance est de plus en plus tendue entre ses hommes et la population hutue. Les visages se ferment, les regards se font hostiles, a constaté l'envoyé spécial de l'AFP. Toujours est-il que les Français poursuivent leur mission. Cet après midi, une quarantaine de militaires s'est déployée à Butare, où des menaces d'exaction pèsent sur la population, selon l'état major français. Et c'est précisément parce que les populations tutsies du massif de Bisesero étaient menacées que les Français les protègent depuis jeudi dernier. Notre envoyé spécial Christophe Boisbouvier s'est rendu sur place.

Reportage de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

«Sur les 800 Tutsi protégés par les Français depuis jeudi, il n'y a que trente femmes. Toutes les autres, celles qui ne couraient pas assez vite, ont été tuées. La preuve : les charniers de plusieurs centaines de victimes découverts alentour. Sur le visage des survivantes, un sourire revient pour la première fois et elles entonnent un chant devant les soldats français.

Chant de femmes enregistré

Christophe Boisbouvier :

Eric l'instituteur avait été le premier à alerter les Français dans cette montagne au début de la semaine. Il nous avait raconté sa vie de bête traquée. Aujourd'hui, ça va mieux.

Eric l'instituteur :

Je suis rassuré. Dès que les premiers Français sont arrivés, les massacres ont diminué d'intensité et après trois jours, les massacres ont cessé complètement.

(Q. de C.B. : Si les Français repartent dans quelques jours, en vous laissant ici, est-ce que vous serez rassuré encore ?)

S'ils quittent, je crois que les massacres vont recommencer puisque ceux qui font les massacres sont encore là.

(Q. de C.B. : Qu'est-ce que vous préférez, l'évacuation ou la protection sur place ?)
Nous évacuer à l'extérieur du pays ou à un endroit qui n'est pas celui-ci. Je ne sais pas exactement ce qui va se passer.

Christophe Boisbouvier :

Alors ces Tutsi seront-ils évacués ? Réponse du colonel Rosier, le chef des opérations françaises dans tout le sud-ouest du Rwanda.

Le colonel Rosier :

Non, non, non. Les seuls qui nécessitaient des évacuations ont été évacués d'urgence hier. Ceux qui restent, je viens de voir le médecin, peuvent rester sur zone.

(Q. de C.B. : Oui mais si un jour vous repartez, ils seront à nouveau menacés ?)

Pour le moment, il n'est pas question qu'on parte et, si moi je pars, j'aurai une relève. C'est évident. Les gens ne seront pas abandonnés ici.

Christophe Boisbouvier :

Les Français vont donc rester et vont même continuer à tenter de retrouver des rescapés. Ce vendredi matin, grâce à un renseignement, ils sont allés chercher un blessé par balle qui gisait dans un fossé à plus d'une heure du massif de Bisesero. »

P : Enfin la position d'Alain Juppé qui souhaite que l'intervention française au Rwanda, je cite, élargisse son rayon d'action vers des zones particulièrement menacées et donne à sa présence un caractère dissuasif, fin de citation...

- Journaux Afrique du 2 juillet 94 (1994 JAF 0183)

759/ Afrique matin (1994 JAF 0183 A)

P = Philippe Leymarie

T = Mise en garde du secrétaire général de l'Onu aux rebelles du FPR pour qu'ils cessent leurs opérations à la proximité de la frontière du Burundi. Les présidents français et ougandais sont d'accord pour une conférence régionale pour la paix au Rwanda. Et puis le Conseil de sécurité donne son feu vert lui pour une enquête sur le génocide dans le pays.

P : ... Dans un communiqué, Boutros Boutros-Ghali s'est déclaré particulièrement inquiet de voir l'avancée du FPR provoquer l'exode de populations civiles vers les pays voisins comme le Burundi avec les risques de déstabilisation que cela entraîne. De source militaire française, on indiquait hier que les rebelles opérant près de la ville de Butare poussaient devant eux un grand nombre de réfugiés civils. Cette nuit, le Conseil de sécurité a décidé de créer une commission d'enquête sur les actes de génocide commis au Rwanda. Génocide, c'est le mot utilisé...